

25% de la population disposent de revenus sous le seuil de la pauvreté à Bruxelles

La Capitale - 03/10/2022

Extraits – article complet réservé aux abonnés de La Capitale.

<https://www.sudinfo.be/id545411/article/2022-10-03/25-de-la-population-disposent-de-revenus-sous-le-seuil-de-la-pauvrete-bruxelles?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26start%3D50%26word%3Dlogement%2Bsocial%2Bbruxelles>

Un nombre important d'habitants en Région bruxelloise risquent d'être particulièrement touchés par la flambée des prix énergétiques et l'inflation. C'est ce que révèle le baromètre social de l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles. De plus en plus de précarité.

La pandémie a arrêté le temps. Si l'impact sur les finances a vite été ressenti, les conséquences au niveau social sont désormais visibles. À cela s'ajout la hausse du prix de l'énergie : en un an, la facture moyenne des Bruxellois a plus que triplé pour le gaz et doublé pour l'électricité, voire plus selon notamment le type de contrat et de tarification. Dans son baromètre social, l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles montre que le contexte de précarité en Région bruxelloise aggrave les conséquences sociales de la dernière crise.

Après transferts sociaux, un quart (25 %) de la population bruxelloise dispose de revenus sous le seuil de risque de pauvreté, contre 18 % en Wallonie et 9 % en Flandre. Le nombre de personnes vivant avec un revenu d'intégration social (RIS) a crû de 65 % en 10 ans, et a doublé (+100 %) chez les jeunes adultes (18-24 ans). Désormais, 6 % de la population de 18-64 ans et 14 % des jeunes de 18-24 ans perçoivent un RIS. Les plus âgés ne sont pas non plus épargnés par la précarité en Région bruxelloise : 13 % de la population de 65 ans et plus perçoit la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA), soit un pourcentage trois fois plus élevé qu'en Flandre et deux fois plus qu'en Wallonie.

Logement

Les problèmes de logement spécifiques à la Région bruxelloise constituent un facteur particulier d'aggravation de l'impact social de la poussée inflationniste : avec 62 % de ménages locataires et des loyers sur le marché privé nettement plus élevés que dans les deux autres régions, ceux-ci pèsent lourdement dans le budget des ménages bruxellois. À titre indicatif, sur la période 2004-2020, le loyer médian en termes réels (donc hors indexation suite à l'inflation) a augmenté d'environ 30 %. Pas moins de 51.615 ménages sont sur liste d'attente pour un logement social dans la capitale, un nombre qui continue d'augmenter. Enfin, au niveau de la qualité des logements, 26 % de la population vit dans un logement inadéquat (fuite, humidité...) contre 12 % en Flandre et 19 % en Wallonie.

Dans ce contexte (pauvreté importante, loyers élevés, qualité des logements défavorables) et déjà avant la flambée des prix, le Baromètre de la précarité énergétique indique que pas moins de 26,5% de la population bruxelloise connaissent une certaine forme de précarité énergétique : facture énergétique trop élevée par rapport au revenu disponible, limitation de la consommation énergétique en deçà des besoins de base, difficultés à chauffer correctement son logement.